

ment réussi à pénétrer dans les milieux voulus, par suite de la bureaucratie qui règne de vieille date parmi les fonctionnaires. En dépit de toute l'estime que nous professons pour sir George Perley, je tiens à rappeler au premier ministre l'urgence d'une réorganisation immédiate du bureau du haut commissaire. Il nous faudrait à Londres un bureau commercial, représentant l'élément commercial du Canada et pouvant au besoin renseigner les autorités de la métropole sur les facilités que possède le Canada en pareille matière. Je le répète, le sentiment régnant dans nos classes commerciales, c'est que le Gouvernement aurait dû déployer plus d'énergie à cet égard. Si on avait appelé l'attention du gouvernement britannique sur les facilités qu'offre le Canada, bien des millions de dollars dépensés aux Etats-Unis seraient tombés dans notre propre caisse.

Le très hon. sir ROBERT BORDEN: Mon honorable ami a fait quelques affirmations qui sont absolument sans preuve, comme je peux lui en donner l'assurance. Il croit vrai—je ne sais pas pour quelle raison—qu'aucune explication n'a été donnée au gouvernement anglais ni à aucun des gouvernements alliés—peut-être n'est-il pas allé aussi loin—quant aux facilités offertes par le Canada pour fournir les approvisionnements nécessaires à la guerre. Il n'a jamais été de sa vie plus dans l'erreur qu'en faisant une telle affirmation, parce que dès les premières semaines de la guerre jusqu'au temps actuel, le Gouvernement a sans cesse, par lettre et par câblogramme, signalé nos ressources à l'attention non seulement du gouvernement anglais, mais des gouvernements alliés, par l'intermédiaire du gouvernement anglais. Mon honorable ami prétend que ces gouvernements auraient dû être tenus au courant, au moyen d'une liste des approvisionnements de différente nature que le Canada pouvait fournir. C'est ce qui a été fait plus d'une fois par l'administration et l'été dernier j'ai remis aux différents départements de l'administration anglaise une liste modifiée et augmentée. J'ai eu avec eux de nombreuses conférences à ce sujet. En plus, j'ai été, à Londres, à la commission internationale des achats, et j'ai obtenu une entrevue à laquelle tous les gouvernements alliés étaient, je crois, représentés. J'ai parlé à cette séance de l'importance qu'il y avait de s'assurer au Canada des approvisionnements que nous pouvions fournir aussi promptement et, je le crois, d'aussi bonne qualité et à des prix

[M. Macdonald.]

aussi raisonnables que l'on pouvait en produire dans tout autre pays.

Bien plus encore, j'ai reçu de temps à autre, environ vingt députations de personnes du pays qui pouvaient fournir des approvisionnements et qui prétendaient que le gouvernement anglais n'avait pas profité des ressources du Canada aussi largement qu'il aurait dû le faire.

A chacune de ces députations que j'ai reçues au cours des quinze derniers mois, j'ai précisément expliqué ce que le Canada avait fait à ce propos et dans chaque cas, après que la situation eût été exposée et que les représentations faites par nous eussent été connues, ces députations m'ont déclaré très clairement qu'elles croyaient que le Gouvernement du Canada avait fait tout son possible pour obtenir des commandes d'approvisionnements non seulement du gouvernement anglais mais aussi des gouvernements alliés.

Si mon honorable ami connaît, dans toute l'étendue du pays, des commerçants qui ne sont pas satisfaits de ce que le Gouvernement a fait, je serais très heureux de les recevoir et de leur expliquer plus complètement qu'il m'est possible de le faire ici, exactement ce que nous avons fait à ce sujet, le genre de représentations faites par nous et les résultats qu'elles ont quelquefois produits. Il est parfaitement vrai qu'au commencement de la guerre, on a envoyé aux Etats-Unis des commandes qui auraient bien pu être données à notre pays et j'ai, à ce propos, fait des représentations assez énergiques aux différents dépôts de l'administration anglaise. Si mon honorable ami connaissait les expressions dont je me suis servi, je suis certain qu'il considérerait qu'elles expriment, autant qu'il est convenable de le faire, les vices du peuple et du Gouvernement du Canada sur cette question. Je serais très surpris d'apprendre qu'un département quelconque de l'administration anglaise...

M. MACDONALD: Je n'ai pas dit, "un département quelconque".

Le très hon. sir ROBERT BORDEN: ... ou une personne quelconque autorisée à parler au nom d'un département, ou une personne quelconque parlant avec autorité ait pu dire qu'aucune commande ne pouvait être donnée au Canada, à moins qu'elle ne soit fournie ici à meilleur marché que dans aucun autre pays, parce que j'ai l'assurance du gouvernement anglais et des fonctionnaires permanents des grands départements